

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 08/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



CAC Ottmarsheim

RD 52
PORT RHENAN
68490 OTTMARSHEIM

Références : 481_02022022_CAC_Ottmarsheim_INSP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement CAC Ottmarsheim implanté RD 52 PORT RHENAN 68490 OTTMARSHEIM. L'inspection a été annoncée le 05/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale, l'action 100 m SEVESO. L'action nationale « 100 mètres SEVESO » est issue du plan d'actions ministériel post-Lubrizol de février 2020 défini par la ministre et de son axe « renforcer le contrôle des installations bordant les sites Seveso ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAC Ottmarsheim
- RD 52 PORT RHENAN 68490 OTTMARSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non SEVESO

L'installation contrôlée est composée de silos de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires et de silo d'engrais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "100 mètres SEVESO"
- Statut IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Champ d'application.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	/	
Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation et aménagement général	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1,7	/	
Article R.515-88	Autre du 01/03/2017, article 515-88	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les puissances nominales des huit séchoirs du site sont à expliciter.

L'achèvement des opérations de maintenance listées par les contrôles périodiques des moyens de lutte incendie (colonnes sèches et sirènes) est à confirmer par l'envoi des procès verbaux de fin de travaux.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Champ d'application.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique :- aux installations de combustion de puissance thermique nominale supérieure à 1 MW et inférieure à 50 MW exploitées dans un établissement soumis à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;- aux installations de combustion de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW mais inférieure à 50 MW lorsqu'on retranche les puissances des appareils de puissance inférieure à 15 MW ;- aux installations de combustion de puissance thermique nominale supérieure à 1 MW et inférieure à 50 MW comprenant au moins un appareil de combustion classé au titre du point 2 de la rubrique 2910-B ;- aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2931 qui sont soumises aux seules dispositions de l'article 18 du présent arrêté.- les installations de combustion situées dans une exploitation agricole dont la puissance thermique nominale totale est inférieure ou égale à 5 MW, et qui utilisent exclusivement comme combustible du lisier non transformé de volaille, visé à l'article 9, point a), du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil ;- les appareils de combustion de puissance thermique nominale inférieure à 1 MW.IV. - Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux installations de combustion pour lesquelles un arrêté préfectoral a été pris au titre de l'article 17 ou au titre de l'article 18.III de l'arrêté du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931. Les dispositions des arrêtés préfectoraux restent applicables à ces installations.</p> <p>Constats : Des installations de combustion au régime de l'autorisation de la rubrique 2910 sont présentes dans l'installation. Ces installations sont des séchoirs de grains dont la puissance totale déclarée par l'exploitant est de 77,31 MW. Les séchoirs sont au nombre de huit.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant d'indiquer les puissances nominales de chaque séchoir à l'aide de leurs plaques signalétiques.</p> <p>Celles-ci n'ayant pas été trouvées, il convient de justifier des puissances nominales de chacun des séchoirs. Un retour est attendu de la part de l'exploitant d'ici 30 jours.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

Nom du point de contrôle : Implantation et aménagement général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7
Prescription contrôlée : Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...). Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article. Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.
Constats : Les locaux administratifs tels que définis dans la prescription sus mentionnée ne sont pas présents sur ce site. Néanmoins, il existe un local dédié à des formations ou des réunions. Il est également utilisé comme lieu de restauration. L'exploitant a fourni un plan de son installation dans une échelle normalisée. La distance mesurée sur ce plan entre ce local et le silo le plus proche est de 41.09m.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1.7
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.
Constats : L'inspection a constaté que le dispositif de broyage de grains relevant de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées, d'une puissance nominale de 100 kW, situé dans un local au RDC des installations de silos de stockage de grains, était à l'arrêt et débranchée. Selon l'exploitant, ce dispositif est à l'arrêt depuis au moins 2009.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : Les moyens de luttés contre l'incendie ont fait l'objet des vérifications annuelles. Les extincteurs ont été vérifiés le 31 mars 2021. Il n'a pas été relevé d'opération de maintenance à réaliser. Les colonnes sèches ont été vérifiées le 6 mai 2021. Le rapport de vérification mentionne que des opérations de maintenance sont à réaliser. Celles-ci ont été contractualisées. Leur réalisation est prévue en avril 2022. Les procès verbaux d'achèvement des opérations de maintenance sont à transmettre d'ici fin avril 2022 .
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Article R.515-88

Référence réglementaire : Autre du 01/03/2017, article 515-88
Prescription contrôlée : L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement ainsi que les exploitants d'installations nucléaires de base et d'ouvrages visés aux articles R. 551-7 à R. 551-11 informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers définie à l'article L. 181-25, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations. Il transmet copie de cette information au préfet.
Constats : L'exploitation CAC se situe à proximité des établissements classés SEVESO SEUIL HAUT, Alsachimie et Butachimie. L'exploitant indique que la typologie des risques provenant des installations SEVESO voisines est le risque toxique. Certains locaux de l'installation sont attribués au confinement. L'exploitant a présenté une mallette à utiliser en cas d'accident majeur dans les SEVESO voisins comprenant un descriptif des conduites à tenir le cas échéant, des masques et une radio. Les conduites à tenir décrites par l'exploitant sont les suivantes: se confiner dans les endroits définis, ne pas sortir des locaux de confinement et attendre les instructions des services de secours avec la radio. Aucune réserve d'eau potable n'est présente dans les locaux dédiés au confinement. L'exploitant à indiqué ne pas faire d'exercice de secours avec les établissements Seveso, ne pas être convié à des réunions ayant trait aux risques industriels sur ces sites. Les sonneries émises par les SEVESO voisins lors des tests sont entendues au sein de l'exploitation mais le sens des différentes tonalités n'est pas connu et l'exploitant a déclaré ne pas y porter grande attention.
Type de suites proposées : Sans suite